



HAL
open science

Le glissement populiste et la réaction politique à la visibilité de l'Islam, pp. 579-608

Blandine Chelini-Pont

► **To cite this version:**

Blandine Chelini-Pont. Le glissement populiste et la réaction politique à la visibilité de l'Islam, pp. 579-608. A La droite du Père, les catholiques et la droite depuis 1945, Yann Raison du Clézou et Florian Michel, Paris, Le Seuil, 2022, pp. 579-608, chapitre 16, LE SEUIL, 2022, 9782021472332. hal-03936596

HAL Id: hal-03936596

<https://amu.hal.science/hal-03936596>

Submitted on 12 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le glissement populiste de l'identité catholique et la réaction politique à la visibilité de l'islam

Blandine Chelini-Pont

Longtemps, les catholiques pratiquants ont été plus que le reste des Français réticents à voter en faveur du FN, devenu RN en 2018. Mais à partir des régionales de 2015, ils sont de plus en plus nombreux à faire ce choix. Au second tour de la présidentielle de 2017, 29 % des pratiquants réguliers votent Marine Le Pen, à côté d'une forte proportion d'ouvriers (44%), d'employés (54%), de chômeurs (53%) et de non-bacheliers (55%). Sans doute cette part catholique reste-t-elle minoritaire - à la mesure de l'affaiblissement démographique des catholiques - mais sa dynamique manifeste un changement profond. Les catholiques semblent atteints par la spirale d'inquiétude sociale et culturelle qui bouscule toute la société française autour des questions de terrorisme et d'immigration, et qui brise ses clivages politiques traditionnels. Depuis l'assassinat du P. Jacques Hamel, les catholiques ont découvert qu'ils étaient devenus spécifiquement des cibles du terrorisme islamiste. Les « crises des migrants » depuis 2015 ont accru leur ressenti du délitement de leur environnement social et national séculaire. A ce titre, leur rejet traditionnel du populisme s'affaiblit, d'autant que ce dernier se déclare désormais « chrétien ».

Le populisme en effet, comme style de contestation politique, dont l'ambition est de restaurer la souveraineté menacée de la majorité sociale ou culturelle contre des élites et des minorités qui la tyrannisent, se diffuse depuis le début du XXI^e siècle à gauche comme à droite de l'échiquier politique français. Ce faisant, la France, comme tout l'Occident, est traversée par une nouvelle forme de mouvement des nationalités. La définition de l'identité du peuple devient un enjeu politique majeur et l'histoire une ressource convoitée à cette fin. Or, de la Pologne aux États-Unis, de la Hongrie à l'Italie ou à la France, les « racines chrétiennes » sont mobilisées pour définir le peuple véritable et pour garantir les droits qui lui sont nécessaires, face à des ennemis responsables de sa disparition, les mondialistes qui imposent leur idéologie libérale d'un côté, et les vagues de migrants musulmans qui imposent leur religion conquérante de l'autre. La construction populiste des identités nationales paraît internationale tout comme son rappel des racines chrétiennes. Et, si les « racines » auxquelles Jean-Paul II faisait référence dans ses prédications étaient alors un appel au réveil spirituel et à la générosité de l'Europe, quelques décennies plus tard, les « racines chrétiennes » sont devenues une frontière et un rempart, qui distinguent à la fois le vrai peuple et les étrangers, ou le bon et le mauvais usage de l'État. Ce sont les étapes progressives de ce glissement que nous allons présenter dans ce chapitre.

Les racines chrétiennes de l'Europe : de la quête d'un commun à l'identité menacée

Aux origines du discours sur les « racines chrétiennes », nous retrouvons l'enseignement de Jean-Paul II sur l'Europe et sur l'identité de ses nations, forgé au temps de l'affrontement des

blocs¹. Le pape souhaitait réaffirmer l'idée que l'Europe de l'Est, soviétisée, appartenait bien à la civilisation chrétienne et que les nations européennes avaient toutes été sanctifiées de manière indélébile par la conversion et le baptême de leur roi fondateur, y compris ceux convertis à la foi orthodoxe. Mais l'Europe chrétienne et les nations baptisées, selon la vision de Jean-Paul II, vont échapper à l'intentionnalité voulue par ce pape et prendre une autre direction. Après une période de courte symbiose entre le rappel de l'identité chrétienne de l'Europe et la politique inspirée de Jacques Delors, président de la Commission européenne (1984-1995), la référence aux racines chrétiennes de l'Europe va cesser d'être consensuelle.

Au début de la décennie 1990 en effet, Jacques Delors, sous le mandat duquel a été signé le traité constitutif de l'Union européenne², dit traité de Maastricht (1992), mobilise la référence à l'Europe chrétienne pour relancer le processus d'intégration. Il souligne alors qu'il est « impossible de mettre en pratique les potentialités de Maastricht sans souffle, sans spiritualité ». Il exhorte les Européens à « donner une âme, une spiritualité, une signification à l'Europe », sous peine que l'Union nouvelle échoue à être une « Maison commune »³. Sa Commission lance en 1995 le programme « Donner une âme à l'Europe » dont l'objectif est bien de poursuivre la réflexion sur le sens spirituel et éthique de la construction européenne⁴. Au cœur du dispositif, Jacques Delors instaure un dialogue régulier bien qu'encore informel entre les Églises chrétiennes et les institutions de l'Union européenne (UE). Le Saint-Siège lui-même nomme en 1999 un nonce apostolique aux Communautés, Mgr Faustino Sainz Muñoz. Cependant cette présence raffermie se double bientôt d'une mobilisation inattendue, suscitée depuis Rome, de la part des partis démocrates-chrétiens du Parti populaire européen (PPE) alors majoritaires au Parlement européen, pour inscrire l'héritage chrétien au fondement de l'Europe. Le projet de Constitution européenne que doit élaborer la Convention, chargée du projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe et présidée par Valéry Giscard d'Estaing, offre en effet une fenêtre d'opportunité.

En France, l'UMP fondée en 2002 sur la dissolution du RPR, se divise sur le sujet. Tant qu'Alain Juppé est resté à sa tête, jusqu'en 2004, il n'a pas été question que la droite gaulliste française soutienne officiellement la mention des racines chrétiennes de l'Europe dans la Constitution européenne. Ayant contribué à trancher l'affaire nationale du port du voile islamique à l'école, c'est la laïcité que Jacques Chirac a par ailleurs officiellement investie d'une assignation consensuelle, en tant que pierre angulaire de la République. Le Président refuse d'alimenter un débat qui donne lieu à un choc de perceptions profondément

¹ Voir *L'Europe unie dans l'enseignement des papes*, Solesmes, Les éditions de Solesmes, 1983 ; Chelini Jean et Blandine, *L'Église de Jean-Paul II face à l'Europe*, Paris, Nouvelle Cité, 1989 ; Launay Marcel, *L'Église et les défis européens*, Paris, Cerf, 1999 ; Portier Philippe, « Jean-Paul II et l'Europe », *Esprit*, mars-avril 2007, p. 43-48 ; Chelini-Pont Blandine, « Papal Thought on Europe and The European Union », *Religion, State and Society*, vol. 37, 1, 2009, p. 131-146.

² Ce traité modifie le traité de Rome instituant la Communauté Economique Européenne, pour dépasser les objectifs économiques initiaux et affirmer des objectifs politiques, financiers et sociaux : renforcement du rôle du Parlement européen, création d'un marché et d'une monnaie unique, instauration d'une citoyenneté européenne et extension des compétences en matière de santé et d'éducation, politique régionale.

³ Pour les trois citations, Delors Jacques, « L'Europe à la recherche de son âme », in *L'Europe face aux défis. Réconciliation et sens*, Association œcuménique pour l'Église et Société, cahier n° 4, 1997.

⁴ Kalinowski Wojtek, « Les institutions communautaires et "l'âme de l'Europe". La mémoire religieuse en jeu dans la construction de l'Europe », Commissariat général du plan, Institut universitaire de Florence, *Croyances religieuses, morales et éthiques dans le processus de construction européenne*, Paris, La Documentation Française, 2002, p. 44.

antagoniques⁵, y compris dans son propre parti. Certains des grands ténors de l'UMP – François Fillon, Édouard Balladur – soutiennent en effet le principe de la mention des racines chrétiennes.

Une mobilisation autour de cette ligne se développe alors chez les gaullistes, par le truchement d'écrivains médiatiques, défendant l'âme chrétienne de l'Europe. Selon eux, le renoncement à cet héritage est le signe d'un monde occidental sur la pente de la décadence économique, politique et spirituelle. François Taillandier décrit dans *Le Figaro* « le sentiment de vivre dans un monde qui se déstructure à toute vitesse. » Il dit réagir par « une sorte de recours identitaire, peut-être ». Il se résigne mal « à n'être qu'un européen avec un petit "e", un client de l'industrie touristique, un abonné du câble mécontent, de la chair à statistiques⁶ ! » La nostalgie des racines et des identités constituées est partagée par d'autres grands essayistes⁷. Denis Tillinac, dans un livre rédigé pour l'occasion, *Le Dieu de nos pères*, écrit : « En qualité d'Occidental, d'Européen, de Français, je souhaite la survie d'une civilisation catholique à laquelle je dois, outre la foi, ce qui ordonne mes goûts et mes couleurs⁸. » L'Europe libérale qui refuserait l'évocation de son identité chrétienne inspire une lamentation antimoderniste⁹.

Cette opposition intellectuelle se prolonge dans un bras de fer diplomatique. Le nonce Faustino Sainz Muñoz déclare que « 80 % des Européens croient en Dieu (...) si les laïques estiment que la moindre mention de Dieu peut choquer les non-croyants, à l'inverse nous avons le droit de penser que son exclusion va heurter la sensibilité des croyants¹⁰ ». Et Jacques Chirac de son côté fait connaître jusqu'à Rome, et sans ménagement, sa totale opposition à la mention des racines chrétiennes dans la future Constitution, quand bien même il reçoit Jean-Paul II en 2004 en définissant la France comme une « vieille terre de Chrétienté¹¹ ».

Les déchirements de l'UMP sur la mention des racines chrétiennes de l'Europe dans sa Constitution réactivent les querelles qui avaient surgi dix ans plutôt au moment du traité de Maastricht, menées par deux ténors du parti gaulliste alors RPR. Charles Pasqua, populaire ministre de l'Intérieur, et Philippe Seguin, baron du parti, tentent sans succès en 1991 de ravir la présidence du RPR à Jacques Chirac. Ils se positionnent contre le traité de Maastricht au nom de l'indépendance et de la souveraineté de la France. Ils réclament un référendum de ratification, ce que le Président d'alors, François Mitterrand, leur offre, heureux d'alimenter la discorde. Ils sont accompagnés dans cette fronde par Philippe de Villiers, alors membre de l'UDF. Bien que Pasqua et Seguin finissent par rentrer dans le rang, le Vendéen va maintenir la dissidence aux élections européennes de 1994, en créant sa propre liste, Majorité pour l'autre Europe, avec le soutien du milliardaire franco-britannique Jimmy Goldsmith. De Villiers donne à sa cause un souffle nationaliste beaucoup plus messianique que la défense gaullienne

⁵ Rostane Mehdi, « L'Union européenne et le fait religieux : éléments constitutionnels et priorités politiques », *Civilisations et droit public, Bibliothèque de droit public européen*, Londres, Esperia Publications Ltd, 2005, p. 559-587.

⁶ Taillandier François, « Moi, je suis catholique », *Le Figaro*, 15 octobre 2007.

⁷ Lindenberg Daniel, *Le rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris, Seuil, 2002.

⁸ Tillinac Denis, *Le Dieu de nos pères. Défense du catholicisme*, Paris, Bayard, 2004, p. 143.

⁹ Compagnon Antoine, *Les Antimodernes : de Joseph de Maistre à Roland Barthes*, Paris, Gallimard, 2005.

¹⁰ *Le Monde*, 28 février 2003.

¹¹ Pierret Alain, « Jacques Chirac et les racines chrétiennes », *La Croix*, 16 octobre 2019.

de l'indépendance de la France. Il change le visage du souverainisme et retourne l'usage de la référence aux racines chrétiennes.

Alors qu'elles furent l'argument d'une invitation à l'approfondissement de l'UE, Villiers fait des racines chrétiennes un levier de contestation de celle-ci. L'identité catholique de la France devient l'élément central de sa souveraineté nationale, en passe d'être perdue dans le processus d'intégration. Philippe de Villiers réactive l'idéal patrimonial d'une « vieille France », défendu jadis dans le nationalisme intégral de l'Action française, quand la perpétuation de l'héritage monarchique et catholique apparaissait comme la condition de l'avenir de la nation. Le national-catholicisme n'a pas disparu avec la fin de l'Action française. « Il faut que cette arche franco-catholique soit construite et mise à l'eau face au triomphe du Pire et des pires » écrivait encore Charles Maurras à Pierre Boutang en 1956¹². On en trouve de nombreuses traces dès la constitution du FN, mais de manière marginale et sous une forme folklorisée, à travers la figure de Jeanne d'Arc, qui avait forgé l'union sacrée des catholiques et des patriotes dans la Grande guerre. Jeanne est fêtée en grande pompe par Jean-Marie Le Pen depuis 1988, à une époque où les rassemblements du Front s'accompagnaient de messes traditionalistes. Mais Philippe de Villiers va plus loin : il revendique l'identité catholique de la France.

Villiers restaure l'usage de la symbolique chrétienne en politique en lui donnant un horizon souverainiste. Sa liste Majorité pour l'autre Europe obtient 12,24 % des suffrages aux européennes de 1994, soit 13 députés. Immédiatement après ce succès, il fonde son propre parti, Mouvement pour la France (MPF), avec lequel il se présente aux élections présidentielles françaises de 1995 et aux élections législatives de 1997 (Liste droite indépendante), sans grand succès. Mais il se présente à nouveau aux élections européennes de 1999 – contre le traité d'Amsterdam – et cette fois-ci en compagnie de Charles Pasqua, avec la liste d'union Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe : ils obtiennent ensemble 13,5 % des voix. De Villiers reprend une dernière fois son combat pour le Non lors du référendum de 2005 portant sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Deux députés encore apparentés UMP, Christine Boutin et Nicolas Dupont-Aignan, l'accompagnent. Bien que la carte du Oui manifeste la résistance des convictions europhiles des terres chrétiennes de l'Ouest, le combat de Philippe de Villiers entraîne toute une partie du vote catholique. On peut ainsi dire que si la référence au christianisme dans la Constitution de l'Europe n'a pas été retenue, et que cette Constitution n'a pas vu le jour, le sentiment européiste des catholiques français a été doublement atteint, par le choix de la Convention de ne pas valoriser les racines chrétiennes de l'Europe et par la revalorisation du nationalisme catholique dans le combat souverainiste.

L'invasion musulmane et la décadence de l'Europe : un récit séduisant

Devenu le principal partisan de « l'Europe des nations », Philippe de Villiers est aussi l'un des premiers à arrimer, dans les années 2000, son personnage de croisé « patriote » à une nouvelle dénonciation : le danger de l'islam. L'idée de cette menace se répand alors au sein des droites occidentales, en réaction à l'attentat d'Al Qaeda contre le World Trade Center en septembre

¹² Maurras Charles, « Lettre à M. Pierre Boutang », *Aspects de la France*, 26 juin 1953.

2001. Le christianisme est mobilisé en contrepoids offensif, pour nommer le nouvel adversaire musulman.

Autant les racines chrétiennes comme revendication politique ont une origine proprement catholique en Europe, autant la description d'un islam menaçant puise son substrat dans un ensemble de sources dispersées, toutes liées à la visibilité croissante des musulmans dans les sociétés occidentales. L'un des catalyseurs majeurs de cette orientation a été l'analyse civilisationnelle développée en 1993 par Samuel Huntington, penseur conservateur et professeur à Harvard. Développé dans un article de la revue *Foreign Affairs*, publié en France par la revue *Commentaire* (n° 66), puis en 1996 dans un livre volumineux, « le choc des civilisations¹³ » devient le paradigme clef du monde né du 11 septembre 2001. Prenant au mot les diatribes anti-occidentales et anti-israéliennes apocalyptiques d'Oussama Ben Laden, Huntington propose une lecture apparemment lumineuse pour la compréhension de la recomposition du monde après la disparition de l'URSS, du remplacement de l'affrontement idéologique d'antan par celui des affrontements civilisationnels. L'objet principal de son essai est bien l'affrontement rejoué entre l'Occident et l'Islam. Sa démonstration d'une prévalence considérable de la dimension religieuse dans les conflits de l'époque lui fait écrire qu'arrive désormais la « revanche de Dieu » et que « le sang [coule] à (toutes) les frontières de l'Islam »¹⁴.

Cette théorie devient la grille de lecture du parti républicain américain à la fin des années 1990. Elle est également adoptée par les chrétiens de ce pays qui considèrent, pour une forte et constante majorité d'entre eux, que l'islam est une religion dangereuse. À cette période, la question de la persécution renaissante des chrétiens par les islamistes – notamment au Soudan – a réveillé les associations chrétiennes et, en écho, les européennes. C'est en partie à cause de leur militance qu'a été voté l'International Religious Freedom Act de 1998¹⁵ et que les questions de persécution religieuse et de respect de la liberté religieuse sont devenues des causes mondiales. Au-delà des États-Unis, le débat académique et médiatique international qui a suivi la parution du livre de Huntington mériterait d'être étudié comme un des moments clefs de la mise en circulation d'une compréhension religieuse des enjeux géopolitiques et politiques.

À la suite de cette publication, ont paru après le 11 septembre 2001, à une cadence sans précédent, des livres qui avaient tous pour objet de dénoncer l'Islam comme le moteur de l'affrontement avec l'Occident, lui imputant une intention dominatrice et éradicatrice et créant un imaginaire géoculturel angoissant. Deux autrices grand public, l'une journaliste polémiste, l'autre essayiste spécialisée dans l'histoire du judaïsme oriental, ont contribué à cette narration avec un impact considérable : il s'agit de l'Italienne Oriana Fallaci et de l'Anglo-Suisse d'origine égyptienne, Gisèle Littman-Orebi au nom de plume hébreu, Bat Ye'or ou Fille du fleuve. Une recherche sociologique d'un type rare en contexte français¹⁶ a été faite sur la place centrale des écrits de Fallaci dans la diffusion de la défiance à l'égard de

¹³ Huntington Samuel, *Le Choc des Civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2005, p. 282-386.

¹⁴ Huntington Samuel, *Le Choc des Civilisations*, chapitre « Du sang aux frontières de l'Islam », *op. cit.*, p. 282-386.

¹⁵ L'IRFA a introduit tout un ensemble de dispositions obligeant le gouvernement à veiller au respect de la liberté religieuse comme un des éléments et objectifs de sa politique internationale

¹⁶ Elle emploie une approche croisée de sociologie critique des intellectuels, de nouvelle sociologie des idées et de sociologie pragmatique de la critique.

l'Islam¹⁷. Les propos de Fallaci s'inscrivent dans un contexte de virulence xénophobe en Italie, favorisé par la rivalité entre Forza Italia et la Ligue du Nord pour occuper l'espace public avec des slogans percutants. Les livres de Fallaci font circuler dans toute l'Europe cette radicalité nouvelle. Tout un corpus de littérature populaire se constitue dans son sillage autour de la dénonciation du danger musulman avec Ayaan Hirsi Ali aux Pays-Bas, Thilo Sarrazin en Allemagne, Bruce Bawer en Norvège, Melanie Phillips au Royaume-Uni, Mark Steyn au Canada, mais aussi Glenn Beck et Brigitte Gabriel aux États-Unis, dont Fallaci a été l'inspiratrice.

Les thèses de Bat Ye'or ont ajouté une dimension supplémentaire à la narration de l'invasion. Son livre *Eurabia. The Euro-Arab Axis*¹⁸ sort fin 2005 aux États-Unis en reprenant le titre percutant d'un article du journaliste américain blogueur et figure notable du mouvement Counter-Jihad, Robert Spencer¹⁹. Il décrit le processus quasi inexorable de la disparition de l'Europe en raison de l'immigration arabo-islamique, impulsée par des élites complices des pays arabes. Il annonce que les Européens sont condamnés à terme à la « dhimmitude », concept ainsi lancé dans l'espace médiatique et faisant référence au statut légal discriminant qui touchait les Juifs et les Chrétiens dans les espaces méditerranéens devenus musulmans. Des signatures aussi prestigieuses que celles de l'analyste américain Daniel Pipes²⁰ et de l'historien britannique Niall Ferguson²¹ viennent appuyer son analyse. Les médias conservateurs américains l'encensent²². L'impact de ces thèses bénéficie du contexte créé par les attentats islamistes de Madrid (mars 2004) et de Londres (juillet 2005) qui ont conduit à la publication des caricatures de Mahomet dans la presse européenne²³. Les livres suivants de Bat Ye'or, à la cadence régulière, reprennent le même argument jusqu'à celui de 2010, *L'Europe et le spectre du Califat*. Ils connaissent aussi un grand succès des deux côtés de l'Atlantique.

En France, la thèse de Bat Ye'or revitalise le traditionnel décadentisme qui court au sein de l'extrême droite depuis la fin du XIX^e siècle. L'idée du déclin par invasion est une vieille passion politique dont l'historien Robert Frank rend compte, dans la réédition de son ouvrage *La Hantise du déclin*²⁴, en prolongeant son étude jusqu'à 2014. « L'invasion » a changé de nature et de mobile à maintes reprises depuis les années 1880, nourrissant tout d'abord le racisme et l'antisémitisme. Pour nous limiter à l'après-guerre, cette peur a resurgi dans le contexte de la décolonisation, animant la certitude d'une colonisation de l'Europe par les anciens colonisés. Elle nourrit les penseurs du FN comme le rappelle Pierre-André Taguieff citant François Duprat, numéro deux et théoricien de ce parti dans les années 1970,

¹⁷ Cousin Bruno, Vitale Tommaso, « Le magistère intellectuel islamophobe d'Oriana Fallaci. Origines et modalités du succès italien de la Trilogie sur l'Islam et sur l'Occident (2001-2006) », *Sociologie*, 2014, n° 5, p. 61-79.

¹⁸ Traduit en français en 2007, *Eurabia. L'axe euro-arabe*, Paris, éditions Jean-Cyrille Godefroy.

¹⁹ Spencer Robert, « The Rise of « Eurabia », *FrontPageMagazine.com*, 18 mars 2004.

²⁰ Pipes Daniel, « Islamophobia ? », *New York Sun*, 25 octobre 2005.

²¹ Fergusson Niall, *Civilisations. L'Occident et le reste du monde*, Paris, Perrin, 2020.

²² Pryce-Jones David, « Captive Continent », *National Review*, 9 mai 2005 ; Caldwell Christopher, *Reflections on the Revolution in Europe : Immigration, Islam, and the West*, Londres, Allen Lane, 2009 traduit en français en 2011 (*Une révolution sous nos yeux. Comment l'islam va transformer la France et l'Europe*, Paris, Toucan, 2011).

²³ Jablonka Ivan, « La peur de l'Islam. Bat Ye'or et le spectre de l'Eurabie », *La Vie des Idées*, 1^{er} mai 2006 ; Birnbaum Jean, « Bat Ye'or, l'égérie des nouveaux croisés », *Le Monde*, 15 février 2018

²⁴ Franck Robert, *La Hantise du déclin. La France de 1914 à 2014*, Paris, Belin, 2014.

qui évoque le « génocide par substitution de peuple²⁵ ». L'idée de l'invasion raciale est partagée et ranimée (entre autres) par le haut fonctionnaire, Henry de Lesquen, fondateur du club de l'Horloge²⁶ et soutien de Philippe de Villiers dans les années 1990. Sur les ruines du mur de Berlin et stimulé par l'apport des doctrinaires du choc des civilisations et ceux de l'islamisation de l'Europe, le déclinisme français oublie son antisémitisme. Il se concentre désormais sur la religion de l'ex-colonisé non blanc qui menace le Français « de souche » et se transforme en musulman dangereux. Au début des années 2000, les premiers identitaires apparaissent et les théoriciens du premier cercle frontiste islamisent les immigrés²⁷.

Le recours à l'identité catholique, une matrice de décloisonnement des droites

Au début des années 2000, l'éventualité de l'intégration de la Turquie dans l'UE va favoriser la diffusion des références civilisationnelles dans les discours des droites²⁸. Au sein de l'UMP, la ligne chiraquienne est marginalisée derrière un discours « réaliste » qui souligne l'incompatibilité entre la Turquie et l'Europe, à cause de l'altérité civilisationnelle islamique et de la démographie menaçante de la république turque²⁹. Ce rejet trouve un appui auprès des plumes gaullistes. Le renoncement de l'Europe aux « racines chrétiennes » est dénoncé comme une faiblesse civilisationnelle qui ne peut que favoriser la diffusion de l'islam. En 2004, Denis Tillinac déclare dans un article à charge : « L'islam n'a pas de racines en France [...] je refuse qu'une fatalité de l'histoire nous accule à agréger l'islam à notre patrimoine moral et mental [...] je récusé, au nom de l'histoire de France, toute accréditation de l'idée d'un islam cogérant notre patrimoine³⁰. » L'historien républicain Max Gallo, revenu en partie au catholicisme par patriotisme, renchérit : « Les questions religieuses, liées aux événements internationaux du 11 septembre, et l'attitude d'une religion comme l'islam, me conduisent aujourd'hui à affirmer ma propre appartenance avec plus de force. Non pas pour afficher je ne sais quelle supériorité mais pour exprimer une identité autrement que par un creux ou par une absence³¹. » L'enjeu de l'appropriation politique de la référence au christianisme est de combler ce vide qui fragilise l'identité nationale. Substantialiser l'identité française à travers le catholicisme permet d'affirmer que l'intégration des mœurs chrétiennes est la condition de l'intégration.

À la droite de l'UMP, les négociations d'intégration de la Turquie donnent à Philippe de Villiers le canevas opportun, entre 2004 et 2007, pour accuser l'UE de flagrant délit dans son mépris de l'identité des peuples. Dans son livre *Les Turqueries du Grand Mamamouchi* (2005), il dénonce l'hypocrisie de Jacques Chirac qui, tout en approuvant l'ouverture des

²⁵ Taguieff Pierre-André, « La doctrine du national-populisme en France », *Études*, 1986, n° 1, p. 27-46.

²⁶ Il fait paraître en son nom et en celui du Club de l'Horloge l'essai *Penser l'antiracisme* (Paris, Godefroy de Bouillon, 1999) où il dénonce le cosmopolitisme comme nouvelle expression idéologique de la gauche, après l'effondrement du communisme. Celui-ci met en branle selon lui « l'action contre la famille, la libération des mœurs, la promotion de l'homosexualité, de l'avortement, le mariage homosexuel, l'immigrationnisme ».

²⁷ Igounet Valérie, *Les Français d'abord. Slogans et viralités du discours Front national. 1972-2017*, Paris, Inculte, 2017, chap. 7.

²⁸ Candidature de la Turquie à l'Union européenne, Déclaration du gouvernement et débats à cette Déclaration, Assemblée nationale, séance du 14 octobre 2004, 16^e séance de la session ordinaire 2004-2005.

²⁹ Goulard Sylvie, « Contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne », *Pouvoirs*, 2005, 4, n° 115, p. 139-151. Dans ce même numéro, Bruno Étienne prend le contre-pied de ses arguments : « Pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne », *ibid.*, p. 129-138.

³⁰ Tillinac Denis, « Ne culpabilisez pas la crainte de l'islam ! », *Marianne*, 16-22 janvier 2010.

³¹ Gallo Max, « Pourquoi je prie », propos recueillis par Laurent Grzybowski pour *La Vie*, n° 2977, 19-25 septembre 2003.

négociations, n'en informe pas la population. Le Vendéen fustige cette « trahison » en exigeant l'ordalie du référendum. C'est en prolongement de ce combat qu'il annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 2007. Il axe alors sa campagne sur l'islamisation galopante du pays. En avril 2006, son nouvel essai, *Les Mosquées de Roissy*, provoque un choc médiatique. Il y affirme la fragilité de la sécurité aérienne de la France en raison de l'omniprésence des islamistes dans le personnel de l'aéroport.

À la droite du MPF dirigé par Villiers, le FN est en paradoxal décalage par rapport à la montée en puissance de l'affrontement civilisationnel. Son Vice-Président et Délégué général Bruno Gollnisch, qui a superposé la variable islamique à l'antienne décliniste de la substitution raciale, n'arrive pas à orienter le parti dans cette direction pendant la campagne présidentielle de 2007³². Ses soutiens sont minorés par sa relative mise à l'écart, après le congrès du Front de novembre 2007, malgré un vote massif en sa faveur pour le comité central du parti devant Marine Le Pen. La bientôt nouvelle présidente (juillet 2008), favorisée par son père et fondateur du parti, cherche à moderniser la ligne et s'oriente vers une défense de la laïcité au détriment des « racines chrétiennes »³³. Elle ne renonce pas pour autant aux formules efficaces, forgées par son père, et pourfend l'alliance tacite du système « UMPS » pour l'empêcher de progresser dans les urnes. De la sorte, déclarant l'islam « terreau de l'islamisme » et l'islamisme « terreau du terrorisme », Philippe de Villiers se trouve seul à miser tout son discours sur le danger mortel de l'islamisation de la France, au nom du « patriotisme populaire ». Mais à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, il n'obtient que 2,23 % des voix. Ses idées ne sont pourtant pas marginalisées : elles triomphent en effet sous une forme plus euphémisée avec Nicolas Sarkozy.

À la fin du second mandat présidentiel de Jacques Chirac, le candidat Nicolas Sarkozy, alors conseillé par Patrick Buisson et cumulant le ministère de l'Intérieur et la tête de l'UMP, prend à contrepied la position que le Président sortant avait imposée au RPR pendant le débat sur la Constitution de l'Europe. Durant la campagne présidentielle de 2007, Sarkozy n'hésite pas à évoquer l'identité catholique de la France et les racines chrétiennes de l'Europe³⁴. Une fois élu, il part dès le mois de décembre à Rome pour recevoir le titre de chanoine d'honneur de Saint-Jean-de-Latran et prononce un discours audacieux sur l'identité catholique de la France : « La laïcité ne saurait être la négation du passé. La laïcité n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire. Elle n'aurait pas dû. Comme Benoît XVI, je considère qu'une nation qui ignore l'héritage éthique, spirituel, religieux de son histoire commet un crime contre sa culture, contre ce mélange d'histoire, de patrimoine, d'art et de traditions populaires, qui imprègne si profondément notre manière de vivre et de penser. Arracher la racine, c'est perdre la signification, c'est affaiblir le ciment de l'identité nationale, c'est dessécher davantage encore les rapports sociaux qui ont tant besoin de symboles de mémoire. C'est pourquoi nous devons tenir ensemble les deux bouts de la

³² Mestre Abel, Monnot Caroline, « Les réseaux du Front national », in Crépon Sylvain, Dézé Alexandre, Mayer Nonna, *Les Faux-Semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2015, p. 51-76.

³³ Crépon Sylvain, « Le Rassemblement national et la laïcité. Retour sur des usages contradictoires », in Koussens David, Mercier Charles, Amiraux Valérie (dir.), *Les Nouveaux Vocabulaires de la laïcité*, Paris, Classique Garnier, 2020, p. 37-57.

³⁴ Sarkozy Nicolas, *La République, les religions, l'espérance*, Paris, Cerf, 2004.

chaîne : assumer les racines chrétiennes de la France, et même les valoriser, tout en défendant la laïcité, enfin parvenue à maturité³⁵. »

Un mois plus tard, en janvier 2008, auprès de la chancelière allemande lors d'un rassemblement de l'UMP sur l'Europe, le nouveau Président déclare « regretter » le retrait de la mention des racines chrétiennes dans la défunte Constitution de l'Europe comme « une erreur », comme « tourner le dos à son passé et renier une évidence, celle du long manteau d'églises de la France ». Philippe de Villiers perd une partie de sa singularité en raison de cet alignement des droites sur la question civilisationnelle. Pugnace, il poursuit sa campagne avec la liste Libertas aux européennes de 2009, sur le refus absolu de l'intégration turque et la nécessité d'un référendum populaire pour mettre fin aux négociations. Allié avec le parti des « terroirs », Chasse Pêche Nature et Tradition, Villiers étoffe la substantialisation de la culture nationale menacée. Comme on le sait, le référendum portant sur la candidature de la Turquie à l'UE n'a jamais eu lieu. Mais on pourrait rajouter que l'intégration de cette dernière ne s'est jamais faite.

Un basculement de l'opinion : les attentats des années 2015-2016.

La succession d'attaques dont la France fait l'objet à partir de janvier 2015 accrédite dans l'opinion la dénonciation de la menace que représente l'islam. Pour les catholiques, de l'évergorgement du prêtre Jacques Hamel en juillet 2016, à l'attaque de la basilique Notre-Dame de Nice en novembre 2020, s'opère une forme de basculement symbolique accéléré, du statut d'ex-majorité culturelle à celui de minorité menacée. Les militaires qu'ils étaient habitués à voir devant les synagogues, dans les gares et aéroports, patrouillent aussi désormais à la sortie des messes dominicales. La menace terroriste croise dans l'actualité la crise des migrants de 2015. La conjonction des deux nourrit la crainte d'un avenir menaçant pour le christianisme européen. L'enquête Bayard-IPSOS de juin 2016 montre que le rapport aux migrants clive profondément les catholiques engagés : 37 % d'entre eux voient ceux-ci comme une menace. En janvier 2016, des migrants sont accusés d'avoir commis une série d'agressions sexuelles à Cologne. Dans l'hebdomadaire *Famille chrétienne*, Marie-Joëlle Guillaume y voit une illustration de la menace que représente l'islam pour l'Europe, et tout particulièrement pour les femmes : « Par-delà la colère et le chagrin, cette ignominie sert de révélateur à l'utopie criminelle de la société « multiculturelle ». La civilisation européenne a promu la dignité de la femme au nom de la Vierge Marie, Mère de Dieu. [...] L'islam a ses propres richesses de civilisation, il n'a pas cette grâce, car le Coran méprise la femme³⁶. » La culture catholique devient l'objet d'un enjeu vital et les catholiques tendent une oreille de plus en plus attentive à leur sort de minoritaires assiégés, si tragiquement dépeint. La solidarité avec les chrétiens d'Orient leur rend imaginable le destin qui serait le leur si l'islam dominait.

Médiatiquement, l'amalgame entre progression de l'Islam et destruction de l'identité française s'est instillé dans la thématique décliniste de toute une série d'écrits à succès, comme ceux de Renaud Camus³⁷, Éric Zemmour³⁸, Patrick Buisson, voire grâce à l'écho

³⁵ *Id.*, Discours au palais du Latran, 20 décembre 2007.

³⁶ Guillaume Marie-Joëlle, « L'amère vérité de Cologne », *Famille chrétienne*, 23 janvier 2016. Cité par Raison du Cleuziou Yann, *Une contre-révolution catholique...*, *op. cit.*, p. 310.

³⁷ Camus Renaud, *Abécédaire de l'innocence*, Paris, éditions David Reinharc, 2010 ; *Le Grand Remplacement*, Plieux, éditions Renaud Camus, 2012, ; *Le Changement de Peuple*, Plieux, éditions Renaud Camus, 2013 ;

exceptionnel d'un seul roman, *Soumission* de Michel Houellebecq (2015). L'islam y est présenté comme invasif, incompatible, non seulement avec la République mais aussi avec la culture française catholique, qu'il serait en train de détruire et de remplacer. Le long phénomène socio-historique de la sécularisation française, l'histoire anticléricale du républicanisme deviennent secondaires devant la nouvelle menace. Philippe de Villiers, officiellement retiré de la vie politique, publie un nouveau best-seller au titre explicite *Les cloches sonneront-elles encore demain ?* (2016). Après la révélation des journalistes Gérard Davé et Fabrice Lhomme dans leur biographie de François Hollande sur l'aparté de ce dernier : « Il y a trop d'arrivées d'immigration. Il y a un problème avec l'Islam³⁹ », de Villiers n'hésite pas à déclarer en interview : « François Hollande fait partie de cette génération qui a accepté la colonisation, la conquête, avec des populations de plus en plus nombreuses, qui sont en train de faire sécession, un peuple dans le peuple. Ces générations politiques depuis Giscard ont du sang sur les mains. Ils ont désarmé les frontières, ils ont maintenu Schengen au lieu de protéger les Français. Ils ont installé une super nation, l'oumma dans notre pays, et maintenant nous sommes devant une contre-société islamique, qui nous pose les plus grands problèmes. L'islam est incompatible avec la République, avec la civilisation française, avec l'égalité entre les hommes et les femmes, avec la liberté, avec la fraternité⁴⁰ ! »

La plupart de ceux qui forgent alors le récit anxiogène de l'effondrement français, à l'exception d'Éric Zemmour, né dans une famille juive pied-noire mais qui s'affirme culturellement catholique, revendiquent leur appartenance ou leur grand retour au catholicisme, comme Renaud Camus. En 2011, ce dernier a réussi, avec *Le Grand Remplacement*, à populariser le récit du génocide religieux et racial français. Camus associe ce phénomène crépusculaire à l'idéologie du « remplacisme », autre slogan percutant pour désigner à l'échelle globale le « totalitarisme » des mouvements et déplacements des produits et des hommes dans la mondialisation, comme autant de preuves de l'ensauvagement nomade du monde.

De nouveaux relais médiatiques et politiques

L'annonce du crépuscule chrétien causé par l'islamisation et l'appel aux armes électorales pour sauver la grande civilisation catholique progressent également grâce à l'accompagnement de médias émergents, eux-mêmes financés par des investisseurs convaincus de la menace, au moment charnière des attentats de 2015-2016. Plusieurs supports se créent ou changent de main, comme *Valeurs actuelles*, racheté en 2015 dans la cession du groupe Valmonde, par Étienne Mougeotte (groupe Les Échos), Charles Villeneuve (journaliste-producteur à succès), et l'industriel maronite Iskandar Safa, ayant appartenu dans sa jeunesse à la milice des Gardiens des cèdres⁴¹ au temps de la guerre civile libanaise.

France, suicide d'une Nation, Béziers, éditions Mordicus, 2014 ; *Décivilisation*, Plieux, éditions Renaud Camus, 2018.

³⁸ Zemmour Éric, *Le Suicide français*, Paris, Albin Michel, 2015 ; *Un quinquennat pour rien. Chronique de la guerre de civilisation*, Paris, Albin Michel 2016 ; *Destin Français. Quand l'histoire se venge*, Paris, Albin Michel, 2018 ; *La France n'a pas dit son dernier mot*, Paris, éditions Rubempré, 2021.

³⁹ Davé Gérard, Lhomme Fabrice, *Un Président ne devrait pas dire ça*, Paris, Stock, 2016, p. 130.

⁴⁰ Dans l'émission « L'invité de RTL », interview d'Élizabeth Martichoux, 12 octobre 2016.

⁴¹ Schmitt Fabienne, « Iskandar Saffa, Étienne Mougeotte, Charles Villeneuve s'offrent *Valeurs actuelles* », *Les Échos*, 22 avril 2015.

Valeurs actuelles et ses plumes vedettes, Charlotte d'Ornellas⁴², Tugdual Denis ou Geoffroy Lejeune, multiplie les coups médiatiques, dont cette tribune anonyme du 21 avril 2021 de haut gradés français s'inquiétant du risque de guerre civile et du chaos croissant régnant dans le pays. Le magazine catholique et conservateur *L'Incorrect* voit également le jour, en septembre 2017. Le nouveau titre est dirigé par Jacques de Guillebon, conseiller de Marion Maréchal Le Pen, et par Laurent Meeschaert, dirigeant de la fondation Identité et Dignité dont l'objet est d'aider « à la transmission et à la vitalité du patrimoine culturel et chrétien de l'Europe »⁴³. Ils reçoivent aussi le soutien de Charles Millon et de Charles Beigbeder, ex-membre de l'UMP et fondateur du *think tank* Le Pont-Neuf.

Une force de frappe en croissance se met également en place avec le groupe de presse et audiovisuel appartenant à l'industriel et homme d'affaires Vincent Bolloré, qui n'a jamais caché ses convictions catholiques⁴⁴. S'y structure et se diffuse une tonalité alarmiste et « décomplexée », saupoudrée d'une catholicisation assumée, dont le milliardaire délègue l'orientation à un prêtre du diocèse de Paris, l'abbé Gabriel Grimaud. Ce nouveau pouvoir médiatique monte en puissance avec le rachat de Vivendi et de son groupe Canal+ (2015), tout particulièrement au sein des chaînes C8 (anciennes D8) et CNews (refonte de I-Télé rachetée en 2016) dont le succès est fulgurant. Grâce à ses nouvelles émissions de débats et son canevas de journalistes vedettes – Pascal Praud, Sonia Mabrouk et l'étoile montante Éric Zemmour, que Bolloré débauche directement en août 2020, en lui proposant carte blanche dans la quotidienne « Face à l'info » – cette chaîne finit par réunir 1 million de téléspectateurs par jour. Ce qui s'y dit alimente en continu le débat médiatique et l'enflamme à l'occasion. C8 et CNews innovent en diffusant des messes en direct, notamment pour les grandes fêtes⁴⁵. Vincent Bolloré, à travers le groupe Prisma media, rachète aussi le petit hebdomadaire *La France catholique* qu'il confie au journaliste Aymeric Pourbaix (2018). Par sa prise d'actionnariat majoritaire dans le groupe Lagardère, il acquiert encore la radio Europe 1 (2021) dont le service politique est placé sous la conduite de Louis de Ragueneil, ancien rédacteur en chef de *Valeurs actuelles*.

À cet espace médiatique émergent et porteur d'une ligne politique civilisationnelle, correspond un espace politique nouveau, la Droite-hors-les murs, qui se constitue à la charnière entre le RN et LR, reprenant un positionnement qui fut celui du MPF de Philippe de Villiers. Sa principale figure est Marion Maréchal. Affichant son catholicisme par sa participation au pèlerinage de Notre-Dame de Chrétienté et des déclarations remarquées, elle

⁴² Laquelle a participé à un éphémère périodique patriote et gratuit *France*, en compagnie de Damien Rieu, ex- Génération identitaire. Le journal a consacré les couvertures de ses trois premiers numéros, de mars à décembre 2016, à de grands entretiens avec Marion Maréchal-Le Pen, Philippe de Villiers et Nicolas Dupont-Aignan.

⁴³ De Boissieu Laurent, « *L'Incorrect*, un nouveau magazine entre droite et extrême droite », *La Croix*, 6 septembre 2017.

⁴⁴ Garrigos Raphaël, Roberts Isabelle, *L'Empire. Comment Bolloré a mangé Canal+*, Paris, Seuil, 2016. « De Direct 8 à Europe 1, une machine de guerre médiatique », *Le Un*, n° 363, 8 septembre 2021 ; Bacqué Raphaëlle, Chemin Ariane, « Comment Vincent Bolloré mobilise son empire médiatique pour peser sur la présidentielle », *Le Monde*, 16 novembre 2021.

⁴⁵ Guirado Carole, « C8, un buzz cathodique pour un buzz médiatique », *La Tribune*, 14 août 2021. La chaîne diffuse 12 heures de programme catholique pour le 15 août, dont une messe en direct du sanctuaire de Cotignac. De son côté CNews diffuse la messe du 15 août 2021 en direct de Lourdes animée par Aymeric Pourbaix qui y déclare : « Moment unique, le 15 août est aussi une fête nationale, puisque c'est un jour férié, comme un reflet de la longue histoire de France. »

s'est construit une aura parmi la jeunesse catholique de droite. Son invitation, fin août 2015, à l'université d'été de la Sainte-Baume organisée par le diocèse de Toulon, sur le thème « catholiques en politique », a été interprété comme un signe de la porosité croissante entre certains cercles catholiques et le RN. Elle est surtout alors une élue locale importante. Elle a mené, malgré son jeune âge, une brillante campagne aux régionales de PACA, arrivant en tête au premier tour avec 41,9 % des voix et se hissant jusqu'à 45,22 % au second. Dans une région où la mémoire catholique mais aussi juive pied-noire, l'hostilité aux migrants et à la forte présence maghrébine sont entremêlées, son combat « civilisationnel » contre l'islam rencontre de forts échos⁴⁶. Après l'échec de Marine Le Pen à la présidentielle de 2017, Marion Maréchal décide de prendre « sa retraite » de la vie politique. Elle crée l'Institut de Sciences sociales, économiques et politiques de Lyon, pour « ceux qui ne sont pas heureux idéologiquement à Sciences-Po⁴⁷ ». Pépinière catho-conservatrice, ce Sciences-Po bis réunit une plateforme d'intellectuels et d'universitaires catholiques et conservateurs de haute tenue tels Thibaud Collin, Guillaume Drago, Édouard Husson ou Patrick Louis.

Au-delà des frontières, Marion Maréchal est devenue la coqueluche française d'une internationale transatlantique que l'on peut qualifier de chrétienne-populiste. Dès juillet 2017, elle répond à l'invitation de La Ligue de Matteo Salvini, à Montemarcello, en Ligurie, pour parler immigration. Elle y croise son futur second mari, Vincenzo Sofo, alors conseiller national-catholique du patron de La Ligue. En février 2018, elle est invitée aux États-Unis, à la Conservative Political Action Conference, sommet du courant ultra-conservateur chrétien derrière Donald Trump, où elle s'exprime avec talent à la suite du vice-président Mike Pence. En février 2020, c'est à Rome que Marion Maréchal intervient, après Victor Orban, à la troisième rencontre du projet international National Conservatism⁴⁸. Organisée par la fondation américaine Edmund Burke, d'origine catho-conservatrice, quoique son nouveau président, Yoram Hanozy, soit également président du Herzl Institute dédié à la défense du sionisme et à l'amitié judéo-chrétienne, la rencontre s'intitule : « God, Honor, Country : President Ronald Reagan, Pope Jean-Paul II, and the Freedom of Nations ». Enfin, Marion Maréchal a participé en septembre 2021, encore au côté de Mike Pence et d'Éric Zemmour, à la grande manifestation organisée depuis 2017 par le gouvernement hongrois, le Congrès mondial des Familles, rebaptisé Budapest Demographic Summit⁴⁹.

Le retour de la jeune femme dans la vie politique française est l'objet de bien des fantasmes. Elle seule paraît apte à réaliser la « ligne Buisson », c'est-à-dire la convergence entre les catégories populaires en déclin et la bourgeoisie catholique conservatrice. En septembre 2019, *L'Incorrect* et les Éveilleurs d'Espérance, formés à la suite du mouvement LMPT, organisent à Paris une Convention de la droite autour de Marion Maréchal. Éric Zemmour y fait un discours d'une rare violence contre les musulmans. Celui-ci lui vaudra une condamnation à 10 000 euros d'amende pour injure et provocation à la haine.

⁴⁶ Brustier Gaël, Djaïz David, « Vers un nouveau monde. À droite, l'avènement du national-populisme ? », *Le Figaro*, 9 décembre 2016.

⁴⁷ Vigogne Camille, « Jacques de Guillebon, le chevalier servant de Marion Maréchal », *Le Monde*, 20 novembre 2018.

⁴⁸ Marion Marechal, Conférence nationale sur le conservatisme, Rome 2020 (nationalconservatism.org) ; Van Maren Jonathon, « Scion of the French Right : An Interview with Marion Marechal », *The European Conservative*, 1^{er} août 2020.

⁴⁹ Maurer Pierre, Sulzer Alexandre, « Budapest Demographic Summit : Éric Zemmour et Marion Maréchal, bons baisers de Hongrie ! », *Le Parisien*, 22 septembre 2021.

Dans cet espace politique nouveau, on trouve aussi Robert Ménard, né à Oran, ex-grand journaliste, ex-fondateur de Reporters sans frontières et du site de presse *Boulevard Voltaire* (2012), qui devient maire apolitique de Béziers en 2014, avec le soutien du FN, du MPF et de Debout la République, l'éphémère parti de Nicolas Dupont-Aignan. Les différents coups d'éclat « religieux » qu'il met en scène le rendent populaire. Sa longue bataille judiciaire et administrative pour installer une crèche de Noël municipale chaque année depuis 2014, au motif que « la France est de tradition judéo-chrétienne », en dépit des jugements du Conseil d'État et des injonctions préfectorales, a fait des émules et inspiré Éric Ciotti. Robert Ménard multiplie aussi les messes publiques aux célébrations du 11 novembre, à l'anniversaire de la mort du général de Gaulle, à l'ouverture de la fêria de Béziers, lors de la commémoration en l'honneur du maréchal Juin. En mai 2016, il tente de mettre en place un grand rassemblement politico-médiatique, Le Rendez-vous de Béziers, sorte de Podemos de la droite dure, mouvement « hors parti », « droite-hors-les murs », dont la principale caractéristique a été que les personnalités invitées, politiques ou médiatiques, étaient souvent catholiques : Marion Maréchal, dont il dit qu'elle « incarne une sensibilité qui lui est très proche, conservatrice, plutôt libérale et croyante », Nicolas Dupont-Aignan, Charles Beigbeder, Jean-Frédéric Poisson, mais aussi Renaud Camus, Ivan Rioufol, etc.

Au sein des LR, le médiatique député Éric Ciotti représente un allié de cette tendance dans la mesure où il diffuse ses thèmes au sein de la droite de gouvernement. Il revendique représenter le nationalisme souverainiste abandonné par son parti depuis Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy. En 2021, il s'est montré particulièrement offensif. Hostile à l'accord de campagne de son parti avec la majorité présidentielle des LREM aux régionales de PACA au point de ne pas appeler à voter pour son confrère Renaud Muselier en situation de ballottage face au candidat RN, Éric Ciotti a présenté une proposition de loi constitutionnelle pour mentionner les racines judéo-chrétiennes de la France dans la Constitution⁵⁰. Il s'est également présenté aux primaires pour les élections présidentielles de 2022 sur une ligne anti-déclin et anti-immigration. Il déclare à l'occasion : « Je veux qu'on revienne sur le droit du sol au profit du droit du sang, car l'âme française se délite [face à] la submersion migratoire⁵¹. » À la surprise générale des médias, sa candidature est arrivée en tête du premier tour des primaires républicaines en novembre 2021.

C'est encore Robert Ménard qui, en octobre 2021, invite à Béziers Éric Zemmour, pressenti pour une candidature aux présidentielles de 2022. Devant les caméras empressees, le maire plaide pour un grand mouvement gagnant réunissant Zemmour et Marine Le Pen pour les prochaines élections. Les analystes ajoutent qu'il rêve qu'un Éric Ciotti, un Laurent Wauquiez, ou mieux encore un rassurant Bruno Retailleau rejoignent le « mouvement » à l'issue du premier tour, contre Emmanuel Macron, pour faire basculer les Républicains récalcitrants⁵². Or c'est bien là le pari des forces qui accompagnent la candidature d'Éric Zemmour à la présidence de la République. Le journaliste-essayiste, qui ne manque pas d'appuis financiers, entend récolter les fruits du grondement qu'il n'a cessé d'alimenter en profitant de sa notoriété grandissante, au détriment de la trop laïque et même « gauchiste » Marine Le Pen, laquelle maintient son cap social en direction des classes populaires. Éric

⁵⁰ Projet de loi n° 3946, mars 2021.

⁵¹ « Présidentielles 2022, Éric Ciotti annonce sa candidature à la primaire de droite », *La Croix*, 26 août 2021.

⁵² Sapin Charles, « Robert Ménard implore Éric Zemmour et Marine Le Pen d'unir leurs candidatures en février », *Le Figaro*, 16 octobre 2021.

Zemmour a la certitude qu'il va séduire les catholiques français. Il a écrit dans son essai *Destin français* (2018) qu'il était « imprégné de christianisme⁵³ ». Il a expliqué ailleurs que « pour Macron et le pape », ces deux libéraux mondialistes, « l'Europe chrétienne [c'était] fini⁵⁴ » tandis que lui entendait bien la ressusciter. En septembre 2021, il prend la parole à la Journée du conservatisme, organisée par le Mouvement conservateur (ex-Sens commun). Il soulève l'enthousiasme en déclarant : « La France sans le catholicisme n'existe pas. Il y a eu les Lumières et patati, patata, mais s'il n'y a pas l'Église, il n'y a pas la France. » En octobre 2021, il répond à l'invitation des Éveilleurs d'Espérance à Versailles et parle devant une salle conquise de 1 500 personnes⁵⁵.

Derrière lui et l'association des Amis d'Éric Zemmour, s'agglomèrent une noria de politiques et associatifs de la Droite hors-les-murs prêts pour les prochaines européennes et présidentielles, tel l'auto-entrepreneur politique et déclaré catholique Jean-Frédéric Poisson, qui a quitté le combat bioéthique pour la lutte contre l'islamisation. Poisson a mis en place en octobre 2017, avec Nicolas Dupont-Aignan, la plateforme « Les Amoureux de la France », destinée à rassembler la droite catholique au-delà des clivages partisans, puis écrit *L'Islam à la conquête de l'Occident : la stratégie dévoilée* (2018) avec lequel il fait campagne aux élections européennes de 2019. Après son très faible score, il change le nom de son parti, le PCD, en VIA, LA VOIE DU PEUPLE (2020).

Après qu'Éric Zemmour eut annoncé sa candidature le 30 novembre 2021, les forces de la Droite-hors-les-murs se cristallisent derrière lui et convergent vers son parti, RECONQUETE. Lors de son premier meeting à Villepinte le 6 décembre, les figures de la droite conservatrice viennent lui apporter leur soutien : Jean-Frédéric Poisson de VIA ; Agnès Marion, militante catholique et ex-candidate RN à la mairie de Lyon ; Laurence Trochu, présidente du Mouvement conservateur. Philippe de Villiers et Patrick Buisson le rejoindront plus tard. Si tous ne sont pas nécessairement convaincus que sa victoire soit possible, au moins reconnaissent-ils dans cette candidature un moyen de reconfigurer les droites autour de réseaux conservateurs et souvent catholiques qui jusqu'alors demeuraient marginaux par rapport aux appareils du RN ou de LR.

Une instrumentalisation clivante du catholicisme en frontière culturelle

Éric Zemmour, bien que non catholique, n'hésite pas à déclarer : « Pour contenir l'offensive islamique, il faut un vrai renouveau de la religion chrétienne qui incarne l'identité de la France⁵⁶. » Comme l'écrit Yann Raison du Cleuziou, le catholicisme est « nationalisé » : « Patrimonialisé comme matrice culturelle, le christianisme est instrumentalisé comme frontière politique. Il permet de concurrencer l'identification du peuple aux citoyens en construisant un 'vrai' peuple identifiable à sa culture. Les musulmans se trouvent symboliquement exclus du corps civique et leurs demandes disqualifiées comme des

⁵³ Voir entretien avec Gérard Leclerc, *France catholique*, 14 novembre 2018 ; entretien avec Charles-Henri d'Andigné « Le catholicisme a fait la France », *Famille chrétienne*, 25 septembre 2018.

⁵⁴ Entretien avec Guillaume Roquette, *Figaro Live*, 4 juillet 2018.

⁵⁵ Charles Sapin, « Éric Zemmour en opération séduction auprès des catholiques conservateurs », *Le Figaro*, 20 octobre 2021.

⁵⁶ Éric Zemmour, 14 mai 2021, CNews.

déviances⁵⁷. » La référence au catholicisme en politique contribue donc à séculariser celui-ci en le soumettant à une rationalité exclusivement politique. Cela explique que l'apologie des « racines chrétiennes » n'ait pas de lien nécessaire avec les réseaux catholiques.

Cette référence circule par exemple du côté des identitaires, cette dernière tendance raciste et évanescence de l'extrême droite qui en appelle à la guerre de reconquête. On y trouve les disciples de Renaud Camus passés du « Bloc » en 2003 à la « Génération » en 2012, avec leur devise explicite « 732. Souviens-toi de Charles Martel ». Parmi eux, Julien Langella a tout particulièrement travaillé l'articulation entre engagement identitaire et catholique. Cofondateur de Génération identitaire et activiste fiché S pour hooliganisme⁵⁸, il affiche son catholicisme et a pourfendu LMPT quand cette dernière a cherché des relais de mobilisation auprès des associations musulmanes. Langella a créé en 2013 un autre mouvement de jeunesse et de formation, apparemment moins martial, l'Academia Christiana, qui se positionne sur son site internet comme fidèle à l'idéal de la chrétienté contre les puissances d'argent et le désordre matérialiste. Mais cette Academia est recommandée par un ex-animateur de la radio pirate du Mouvement d'Action sociale Méridien Zéro, Monsieur K., ancien du groupuscule Dextra, qui propose pour sa part de prendre le Hezbollah libanais en exemple pour lutter contre le nouvel ordre mondial et le régime « antéchristique » de Tel Aviv⁵⁹. « L'anti-judaïsme » politique virulent de Monsieur K. fait écho aux thèses antisionistes de l'essayiste Alain Soral, qui se réclame lui aussi d'un retour au catholicisme⁶⁰. Quant à Génération identitaire, le mouvement est dissout en mai 2021 pour incitation à la haine et à la violence envers les étrangers et la religion musulmane.

Il faut noter que les catholiques de droite restent très réticents à reconnaître les identitaires comme des alliés potentiels. Leur conception religieuse de l'identité nationale les rend défiants à l'égard de la racialisation du combat politique. En février 2018, alors que les identitaires dénoncent le choix d'une jeune métisse pour incarner Jeanne d'Arc lors des fêtes traditionnelles organisées par la municipalité d'Orléans, les catholiques conservateurs viennent prendre sa défense. Cette cheftaine guide d'Europe, « brillante et pieuse », remplit tous les critères selon eux⁶¹. Considérant que la France est une civilisation et non une race, ils célèbrent cette jeune femme qui, par son engagement religieux et sa révérence à l'histoire, est un modèle d'intégration. Philippe de Villiers l'invitera même au Puy-du-Fou en réparation des outrages qu'elle a subis.

Mais les symboles chrétiens sont également transformés en frontières culturelles au-delà des identitaires, et mobilisent à ce titre. Le 8 juillet 2015, l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* publie le un « Appel pour sauver nos églises », lancé par Denis Tillinac. Le texte en appelle à la protection « identitaire » des églises, proclamées « sentinelles de l'âme française », après que le recteur de la Mosquée de Paris a malencontreusement –malignement écriront certains – proposé de transformer en mosquées celles qui étaient désaffectées. Parmi

⁵⁷ Raison du Cleuziou Yann, « National-populisme et christianismes. Les ressorts d'un ralliement paradoxal », *Esprit*, avril 2020, n°463, p. 86-95.

⁵⁸ Langella Julien, *Catholiques et Identitaires. De La Manif pour tous à la Reconquête*, Poitiers, DMM éditeurs, 2017 ; *Refaire un peuple. Pour un populisme radical*, Paris, La Nouvelle Librairie, 2021.

⁵⁹ Entretien (sans nom de l'interviewer) « Monsieur K. Nos ennemis nous ont déclaré une guerre à mort », *Breizh-Info*, 24 octobre 2020.

⁶⁰ Bruneteau Bernard, « Les permanences de l'antisémitisme antimondialiste », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 62, 2-3, 2015, p. 225-244.

⁶¹ Frachet Stéphane, « La Jeanne d'Arc métisse enflamme la toile », *Le Parisien*, 22 février 2018.

les premiers signataires de cet appel, Nicolas Sarkozy, Alain Finkielkraut, Éric Zemmour, Jean Raspail. Le clocher devient le « contre-minaret » des Français⁶². Ce combat se prolonge dans la défense des crèches municipales ou des statues religieuses érigées dans l'espace public. La statue de Jean-Paul II à Ploërmel, comme celle de saint Michel aux Sables d'Olonne sont défendues au nom des « racines chrétiennes » contre les décisions des tribunaux administratifs, qui réclament leur enlèvement.

Les catholiques sont divisés quant à l'attitude à adopter par rapport à ces mobilisations. Dans un contexte de déclin de la pratique et des scandales sexuels au sein de l'Église et des institutions catholiques révélés par le rapport de la CIASE en octobre 2021, ils peuvent être tentés de trouver un réconfort chez ceux qui font de la chrétienté l'âge d'or de la nation. À contre-courant, Erwan Le Morhedec, alias Koz, avocat des Associations familiales catholiques (AFC), essayiste, chroniqueur à l'hebdomadaire catholique *La Vie*, refuse, par livre et blog interposés (Koztousjours), la captation identitaire des catholiques français et dénonce leur tentation de céder à cette captation⁶³. Selon lui, la défense de l'identité chrétienne est idolâtre et fait obstacle à une authentique fidélité à l'Évangile. Le recours au christianisme pour construire le migrant comme une menace est aussi clairement contradictoire avec les positions du pape François. Mais, parmi les plus à droite des catholiques, les positions en question suscitent autant de réticences qu'après mai-juin 1968, l'encyclique *Humanae Vitae* de Paul VI condamnant la contraception. Dans les deux cas, le réalisme, les droits de la conscience et l'autonomie des laïcs sont opposés au pape.

Portée par le succès des leaders populistes ou nationalistes étrangers récemment arrivés au pouvoir, tel Donald Trump, et revendiquant l'identité chrétienne de leur peuple, la mobilisation identitaire française a donc commencé de recevoir l'assentiment angoissé des pratiquants catholiques et de ceux qui se réclament du catholicisme, face au « constat » de leur déclin et à la peur de voir l'islam supplanter leur religion⁶⁴. Cette crainte n'est pas qu'un fantasme, car l'enquête European Values Study (EVS) de 2018 montre qu'en France parmi les 18-29 ans, les catholiques déclarés ne sont plus que 15 % et que les musulmans les talonnent à 13 %⁶⁵.

Ce contexte favorise un regain de la contestation des catholiques intransigeants à l'échelle mondiale, qui rattachent ces thématiques à leur propre critique de la pastorale et des ouvertures théologiques du pape François, à l'exemple du mouvement allemand Benedikt Option et de sa « stratégie postchrétienne ». Réactualisant la critique des dérives post-Vatican II et des dégâts du progressisme libéral, différentes plumes catholiques accusent l'Église de complicité avec le « déferlement » musulman. Cette vieille idée que Jean Raspail avait mise en scène dans *Le Camp des saints* (1973) est reprise par les essayistes nationalistes et identitaires comme Patrick Buisson⁶⁶ en France ou Steve Bannon aux États-Unis. De manière caractéristique, Laurent Dandrieu, rédacteur en chef des pages culture de *Valeurs*

⁶² Raison du Cleuziou Yann, *Une contre-révolution catholique...*, op. cit., p. 330.

⁶³ Le Morhedec Erwan, *Identitaire, le mauvais génie du christianisme*, Paris, Cerf, 2017.

⁶⁴ Raison du Cleuziou Yann, *Une contre révolution catholique...*, op. cit., chap. 8 « Une nationalisation du catholicisme »; Fourquet Jérôme, *À la droite de Dieu*, Paris, Cerf, 2018, chap. 3.

⁶⁵ Portier Philippe, Willaime Jean-Paul, *La Religion dans la France contemporaine, entre sécularisation et recomposition*, Paris, Armand Colin, 2021, p. 27.

⁶⁶ Dans *La Fin d'un monde* (Albin Michel, 2021), Patrick Buisson dénonce les ravages du progressisme petit-bourgeois que la droite et l'Église catholique depuis Vatican II se sont elles-mêmes inoculé de manière suicidaire.

actuelles, publie un livre choc en 2017, *Église et immigration, le grand malaise*. Il s'interroge, en tant que catholique, sur « l'imbécilité » doctrinale du catholicisme contemporain face aux immigrés, migrants et réfugiés. Il dépeint comme un « idiot utile » le pape François dont le premier geste de pontificat est de se rendre sur l'île de Lampedusa au milieu des clandestins débarqués d'Afrique et de ramener des camps de réfugiés de Lesbos des familles syriennes musulmanes avec des femmes voilées dans son propre avion⁶⁷. Dandrieu plaide pour un retour à la « défense » sérieuse des intérêts catholiques par une Église qui, comme jadis, se placerait au-devant des peuples et des souverains pour résister aux empires du Croissant. Angoissés par les flux migratoires et la décadence morale de la nation, les catholiques se trouvent visiblement divisés quant à la meilleure réponse politique et religieuse à apporter à ces défis.

*

Pris à partie par l'ensemble de cette sollicitude défensive, le monde catholique français, dont on rappelle le génie tout en annonçant la disparition⁶⁸, manifeste un réel raidissement depuis les années 2010. Les catholiques ressentent d'abord l'échec sociétal des mobilisations bioéthiques et familiales qu'ils ont soutenues au début de la décennie. Le droit de la laïcité qui se développe pour contrer la visibilité de l'islam fait par ailleurs régresser leur propre visibilité publique. Ils apparaissent désormais comme le reliquat de cette « France millénaire » décrite de manière saisissante par Samuel Huntington en 1997 : Si Elle reste certes, selon cet auteur, le fer de lance intellectuel de la civilisation occidentale, la France est désormais, toujours selon lui, destituée comme nation historique d'Europe par le changement démographique à grande échelle de sa population. Le constat qu'ils sont devenus minoritaires dans un pays où 98 % de la population était catholique à la fin du XIX^e siècle et qu'ils seront bientôt moins nombreux que les musulmans, se double du fait qu'ils sont également une des cibles des terroristes islamistes. Leur défense, en ce temps où l'offre politique annonce la guerre civilisationnelle et brandit l'étendard du christianisme, produit leur infléchissement électoral vers l'extrême droite – encore incertain et pondéré par leur propre modération politique – et une franche adhésion aux thématiques déclinistes de la part de leur frange intransigente.

La tentation populiste des catholiques français n'est pas isolée⁶⁹. Aux États-Unis comme en Europe, la foi chrétienne est en recul, un phénomène lié dans les deux cas à l'accélération de la sécularisation parmi les jeunes générations⁷⁰, bien plus qu'à la progression démographique des musulmans. La figure de l'ennemi que construit le populisme rend plus difficile l'appréhension de la complexité des causes de la fragilisation du catholicisme et rend le rebond espéré tout aussi incertain.

⁶⁷ Voir aussi Pierre Manent, « Qui est le bon Samaritain ? » *Commentaire*, 2020, 4, p. 809-812.

⁶⁸ Portier Philippe, Willaime Jean-Paul, « La décatolisation de la France : une révolution silencieuse », premier chapitre de *La Religion dans la France contemporaine, entre sécularisation et recomposition*, op. cit., p. 47 -64 en format numérique.

⁶⁹ Chelini-Pont Blandine, « Le populisme chrétien. Un phénomène transatlantique ? », *Esprit*, janvier-février 2022, pp. 3-13.

⁷⁰ Chelini-Pont Blandine, « La croissance des sans-religion aux États-Unis », in Portier Philippe, Dieckhoff Alain (dir.), *Religion et Politique, l'enjeu mondial*, Presses de Sciences-Po, 2018, p. 85-97